

Sauveterre
de
Guyenne



Conseil d'Etat
Monsieur le Président
Section du Contentieux
Place du Palais Royal
75001 PARIS

YdA/FP n° 2014-127 **Lettre recommandée avec AR**

Affaire suivie par Florian POUBEAU

florian.poubEAU@sauveterre-de-guyenne.eu

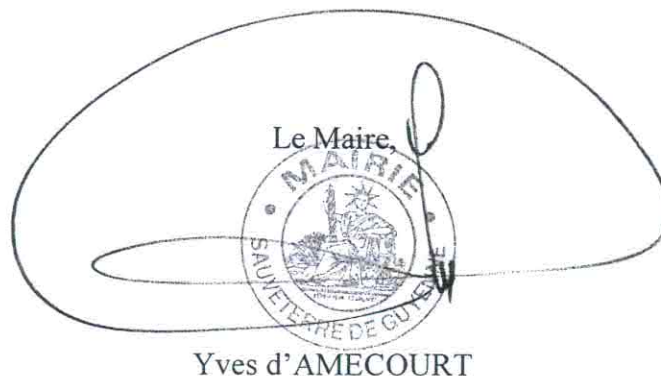
Tél. ligne directe : 05 56 71 72 34

Objet : Recours en annulation contre le décret n°2014-192 du 20 février 2014 délimitant les cantons dans le département de la Gironde.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur, par la présente, de vous adresser ci-joint, en ma qualité de Maire de Sauveterre de Guyenne, de contribuable et d'électeur dans le département de la Gironde, domicilié à « Bellevue – St Romain 33540 Sauveterre de Guyenne », le texte d'une requête demandant au Conseil d'Etat l'annulation du décret n°2014-192 du 20 février 2014 délimitant les cantons dans le département de Gironde.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Le Maire,

Yves d'AMECOURT

Monsieur le Président
Section du Contentieux
1, Place du Palais Royal
75001 PARIS Cedex

Sauveterre, le 10 avril 2014

CONSEIL D'ÉTAT

Section du contentieux

Requête en annulation

POUR : Monsieur Yves d'Amécourt, représentant la commune de Sauveterre-de-Guyenne

CONTRE : Le décret n° 2014-192 du 20 Février 2014 portant délimitation des cantons dans le Département de la Gironde (J.O n° 0046)

OBJET :

Demande d'annulation du décret n° 2014-192 du 20 Février 2014 portant délimitation des cantons dans le Département de la Gironde.

À l'appui de sa requête, Monsieur Yves d'Amécourt entend faire valoir les faits et moyens suivants :

Sur la forme,

Le décret du 20 février 2014 fait suite à la loi n°2013-403 du 17 mai relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires et modifiant le calendrier électoral. Il a été pris après consultation du Conseil Général puis du Conseil d'Etat.

Contrairement à ce que prévoyait la circulaire aux préfets de Manuel Valls du 12 Avril 2013 (PJ), il n'y a pas eu de concertation sur le projet de redécoupage girondin. Aucun des conseillers généraux, aucun Président de Communauté de Communes n'a été consulté. La Commission Départementale de Coopération Intercommunale n'a pas été consultée, ni même

les Présidents de SCOT. Les maires et les conseils municipaux ont été tout simplement ignorés. C'est pourtant eux qui vivent au quotidien dans leur commune la réalité du territoire cantonal et sont les plus à même d'en exprimer les solidarités géographiques, humaines, économiques, sociales et culturelles.

Pourtant, compte tenu de l'ampleur du bouleversement de la carte cantonale en Gironde, elle aurait dû se faire dans la transparence et la concertation et ne pas se borner au seul avis du Conseil Général.

J'ajoute qu'en Gironde, le Conseil Général n'a pas souhaité utiliser pleinement le délai de 6 semaines pour se prononcer, rendant ainsi impossible toute consultation des acteurs publics.

Si Monsieur le Préfet n'a pas pris soin de consulter les élus en Gironde, il n'en a pas moins exercé une inacceptable pression sur eux. Il a assisté, le 4 octobre dernier, à l'ensemble des débats et au vote public faisant suite à la présentation du projet de redécoupage girondin soutenu par la majorité du Conseil Général, démontrant ainsi la collusion évidente entre l'administration et l'appareil politique. Toutefois, un certain nombre d'élus de la majorité, en désaccord avec ce découpage étaient absents lors du débat et du vote.

Par ses interventions nombreuses au cours du débat et par sa présence au moment du vote public, Monsieur le Préfet a manqué à son devoir d'impartialité et à son devoir de réserve. Cette présence est la manifestation de la mise sous surveillance des élus du peuple par les représentants de l'administration.

Sur le fond,

Le canton dit « du Réolais et des Bastides » issu de ce découpage et auquel notre commune est rattachée comporte désormais 90 communes représentant ainsi 1/6 ème des communes de la Gironde. Les limites géographiques de ce nouveau canton atteignent 87 kilomètres. Il faut, pour le parcourir du nord au sud, 1h30 selon le site « mapy ». Le bureau centralisateur, Pineuilh, dans la communauté des communes du Pays Foyen, à quelques kilomètres du département de la Dordogne (24) se situe à l'opposé de la commune de Sigalens, dans la Communauté des Communes de Bazas, proche des Landes de Gascogne !

Il aurait été logique d'accorder de l'importance à l'intercommunalité en Gironde d'autant plus que notre département dispose d'un Schéma Départemental de Cohérence Intercommunale (adopté à l'unanimité moins une voix quelques semaines auparavant) et que ce dernier constitue aujourd'hui le cadre privilégié des relations entre les communes.

Localement, le nouveau découpage est une aberration puisqu'il isole les communes de Gornac, Coirac et Mourens dans le nouveau canton dit « de l'Entre-deux-Mers », alors qu'elles font parties intégrantes de la Communauté de Communes du Sauveterrois, qui plus est, s'est agrandie depuis le 1^{er} janvier 2014 de 16 autres communes toutes incluses dans le canton du Réolais et des Bastides. Or c'est bel et bien à l'échelle de la Communauté de Communes du Sauveterrois que le travail de toutes les communes a permis de mettre en évidence les enjeux et les problématiques commun à ce bassin de vie.

Par ailleurs, la communauté de Communes de Castillon-Pujols est éclatée puisque les communes de Ruch et Mérignas sont rattachées au vaste canton du Réolais et des Bastides contrairement aux 21 autres communes de la CDC qui restent dans le canton des Coteaux de la Dordogne. Les communes de Ruch et de Mérignas ont pris une délibération en Conseil Municipal pour rejoindre le canton de Castillon-la-Bataille dès qu'elles ont eu connaissance du projet de révision de la carte cantonale.

Ensuite, le rattachement du canton d'Auros à celui du Réolais et des Bastides semble justifié par l'adhésion de la Communauté de Communes du Pays d'Auros à celle de La Réole alors même que la plupart des communes du canton demandent le rattachement à la Communauté de Communes du Bazadais et de facto au nouveau canton du Sud Gironde pour former une entité Sud Gironde cohérente. Par exemple, dans le canton d'Auros, la commune de Sigalens fait partie de la Communauté des Communes du Bazadais, et celle de Coismères de la communauté des Communes de Langon.

Ce rattachement des communes en fonction de la communauté des communes qu'elles ont choisi, permettrait d'équilibrer le nombre de communes des deux cantons et les bassins de population tout en respectant le critère démographique. Le canton d'Auros fait, en effet partie, de l'entité géographique Sud Gironde du côté de la rive gauche de la Garonne. Proche des Landes girondines.

Le nouveau canton du Réolais et des Bastides ne respecte pas les bassins de vie. En effet, il n'existe aucune commune mesure entre les cantons d'Auros et celui de Sainte-Foy-la-Grande.

S'il ne respecte ni les anciens cantons, ni les Communautés de Communes, le nouveau découpage ne respecte pas non plus les circonscriptions législatives ni les arrondissements puisque le canton du Réolais et des Bastides sera à cheval sur les 10^{ème} et 12^{ème} circonscriptions législatives. Il dépendra à la fois de l'arrondissement de Langon et de Libourne. La nouvelle carte des cantons posera un problème, aussi, dans la redéfinition de la carte judiciaire entre les ressorts des tribunaux de Bordeaux et de Libourne.

Le nom donné au canton voisin dit « canton de l'Entre-Deux-Mers » est une injure faite au territoire viticole de l'AOC Entre-Deux-Mers qui est beaucoup plus vaste, et dont plus d'un tiers des producteurs sont en fait situés dans le canton de La Réole et des Bastides.

Ce manque de cohérence constitue une erreur manifeste d'appréciation de nature à entacher d'illégalité l'ensemble de la nouvelle carte cantonale de la Gironde. Il est, en effet, de jurisprudence constante que le découpage cantonal constitue un tout indivisible.

Le choix du nouveau chef-lieu de canton interroge également. Dans le canton du Réolais et des Bastides, la commune de Pineuilh qui devient chef-lieu est totalement excentrée dans le canton et se situe à 87 kilomètres de la commune la plus éloignée du canton. Le choix de ce nouveau chef-lieu constitue également une erreur manifeste d'appréciation entachant d'illégalité l'ensemble de la nouvelle carte cantonale de la Gironde.

Le soir des élections, il faudra 3 heures aller-retour, dans le meilleur des cas, au Maire de Sigalens, pour porter le résultat du vote au bureau « centralisateur » de Pineuilh ! Un bureau « centralisateur » ne doit-il pas être au centre ? Tel n'est pas le cas de la commune de Pineuilh !

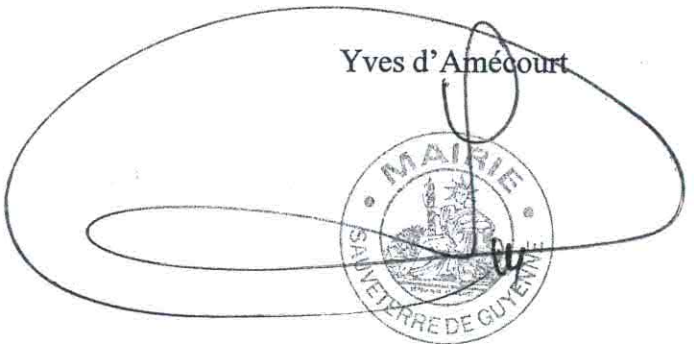
Se pose, par ailleurs, la question des dotations de solidarité rurale pour les communes qui perdent leur statut de chef-lieu ou de bourgs-centres suite au découpage. Pourtant la plupart d'entre eux devront continuer à assumer leur mission d'accueil des services publics en tant que ville-centre (écoles, trésorerie, poste, relais de services publics). En outre, la loi instille une différence de traitement selon les départements. Ainsi, dans des départements voisins du

nôtre, les cantons étant de taille inférieure, des villes de taille inférieure continueront de percevoir la dotation de solidarité spécifique aux centres-bourgs : à partir de 2484 habitants en Dordogne, 2365 habitants dans le Lot-et-Garonne, 3630 habitants en Charente-Maritime et 3843 habitants dans les Landes.

Enfin, ce regroupement de ces anciens cantons signe la fin programmée du monde rural et de la proximité qui en découlait : proximité des services basés au chef-lieu de canton (gendarmerie, SDIS, agence postale) mais aussi proximité des conseillers généraux qui intervenaient en toute connaissance de cause sur les problèmes tels que la voirie, les dossiers de MDSI, APA. Ils seront désormais remplacés par un couple d'élus déconnectés de la réalité du terrain sur des territoires très vastes et très peu peuplés.

Pour l'ensemble de ces raisons, Monsieur Yves d'Amécourt demande l'annulation du décret n° 2014-192 du 20 Février 2014 portant délimitation des cantons dans le Département de la Gironde.

Yves d'Amécourt

A handwritten signature in black ink, "Yves d'Amécourt", is written over a circular official stamp. The stamp features a central emblem and the text "MAIRIE" at the top and "SAUVE-TERRE-DE-GUYENNE" at the bottom. The signature is written in a cursive style, with the last name "Amécourt" being more prominent.

Pièces jointes :

- copie du décret portant délimitation des cantons dans le Département de la Gironde
- copie de la lettre adressée par Manuel Valls, Ministre de l'Intérieur, aux Préfets
- copie de la lettre de Manuel Valls, Ministre de l'Intérieur, à propos du statut des « Chef Lieu de Canton » :

Département de la Gironde

Arrondissement de Langon

Mairie de

Sauveterre

de

Guyenne

Délibération n°
2014-03-08

Nombre de conseillers

en exercice	19
présents	15
votants	15
exprimés	16
pour	16
contre	0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE SAUVETERRE DE GUYENNE

L'an deux mille quatorze, le dix mars à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de SAUVETERRE DE GUYENNE s'est réuni, en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances sous la présidence de **Monsieur Yves d'Amécourt**, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 04 mars 2014

Présents : M. Yves d'Amécourt, M. Benoît Puaud, M. Patrick Barrière, M. Pierre Tomada, Mme Sandrine Combefreyroux Adjoint, Mme Ghislaine Curoy, Mme Sandrine Dèche, M. Luc Hérault, M. Philippe Lavelx M. Guy Latorre M. Claude Lumeau, Mme Françoise Mery, Mme Sylvie Panchout, Mme Annette Quebec M. Jean-Paul Souan.

Absents ou excusés : Mme Marie-José Lawther (pv à Benoît Puaud), Rémi Ballarin M. Gilles Bussac, M Serge Maurin.

2014-03-08 – CARTE CANTONALE EN GIRONDE

Délibération du Conseil Municipal (séance du 10 mars 2014) autorisant le maire à ester en justice dans le cadre du redécoupage des cantons de Gironde opéré par le décret n°2014-192 du 20 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Gironde.

Le Conseil Municipal de Sauveterre de Guyenne.

Vu les articles L.2122-21, 2122-22, L.2132-1 et L.2132-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires et modifiant le calendrier électoral,

Vu l'article L.3113-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°2014-192 du 20 février 2014 portant délimitation des cantons dans le département de la Gironde,

Considérant que le décret n°2014-192 du 20 février 2014 procède à un redécoupage complet des cantons de la Gironde,

Considérant que le décret n°2014-192 du 20 février 2014 supprime les 63 cantons actuels et leur substitue 33 nouveaux cantons qui n'assurent pas une représentation équitable de la population et du territoire.

Considérant que ce décret favorise la concertation urbaine au détriment des espaces ruraux, de l'aménagement du territoire et du cadre de vie.

Considérant dès lors qu'il est opportun de rechercher l'annulation du décret 2014-192 du 20 février 2014 devant le Conseil d'Etat, par le dépôt d'un recours,

Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt de la commune, d'autoriser le maire à intenter cette action en justice.

Après en avoir délibéré : Pour : 16 ; Contre : 00 ; Abstention : 00

DECIDE

Article 1er : d'autoriser le Maire à représenter la commune devant le Conseil d'Etat, par le dépôt d'un recours pour excès de pouvoir à l'encontre du décret n°2014-192 du 20 février 2014 et à effectuer tous les actes nécessaires à cette action, conformément aux dispositions des articles L.2132-1 et L.2132-2 du Code général des collectivités territoriales.

Fait et délibéré les jour mois et an que dessus
Tous les membres présents ont signé au registre
Pour copie conforme.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213305063-20140310-2014-03-26-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/04/2014

Publication : 15/04/2014

Hôtel de Ville - 33540 SAUVETERRE DE GUYENNE

☎ 05 56 71 50 43 - Fax. 05 56 71 59 39

Le Maire,
Y. d'AMÉCOURT